



# La Commune



## Crise sociale et crise du pouvoir

L'édito  
de

# La Commune

Au printemps dernier, la lutte de classes a brusquement fait irruption dans l'arène politique. La loi El Khomri qui a cristallisé la colère de la population laborieuse a finalement été adoptée (publiée au Journal officiel, le 08-08-2016). Mais à quel prix ? Au prix de la dislocation du pouvoir en place. Au prix de l'explosion de la majorité parlementaire, du 49-3, d'un Parti socialiste en proie à la liquidation, d'une droite en proie à la dislocation. Et, tout s'enchaîne :

Le premier ministre est isolé au sein de son propre gouvernement. Macron, tel un rat, quitte le navire. Enchevêtrement de la crise économique et de la crise politique. « **La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir** » écrivait Léon Trotsky en 1934, à propos de la France. Nous y sommes.

Déjà Laurent Berger, le chef de la CFDT, mais simple relai du MEDEF, est avide : « *Je demande au gouvernement de sortir les décrets* » d'application de la loi travail. Son impatience trahit son angoisse. Il sait qu'il ne suffit pas de promulguer une loi, encore faut-il l'appliquer !

Surviennent les déclarations de Mailly, relayées par *Les Echos* : « *Le combat va se mener autrement avec des actions juridiques.* ». Ah bon ? Tout salarié se dira « mais pourquoi ne pas avoir commencé par-là ? » Ces actions ne sauraient emporter le corps et l'esprit de cette loi. Mailly s'est limé les dents : « *La loi Travail sera le chewing-gum qui restera collé sur les baskets du gouvernement.* », dit-il en mâchant ses mots. Selon Mailly, la priorité de FO, c'est « *l'élection dans les TPE* ». Pendant que Martinez nous fait miroiter... les 32 heures. Après avoir fait miroiter durant tout l'été la journée du 15 septembre. Une journée d'action de plus à cocher dans le calendrier, pour l'abrogation de la loi El Khomri... 6 jours après une journée réservée aux enseignants. Tandis que se multiplient les actions de grève dans les hôpitaux. Tandis que se poursuit l'avalanche des coups les plus durs :

SFR : 5 000 suppressions d'emplois, Alstom : fermeture des ateliers historiques de Belfort, 400 suppressions d'emplois, Noyon : 240 licenciements, Phillips : fermeture de l'usine de Lamotte-Beuvron, 89 suppressions de postes, à Miribel suppressions de 142 postes sur 260, HSBC : 500 suppressions de postes, Intel Toulouse : 750 emplois supprimés, Hitachi : 170 suppressions de postes, Alcatel-Lucent : 356 emplois détruits, Société Générale : 125 suppressions de postes, Servier : 603 suppressions d'emplois, IBM : 360 suppressions d'emplois.

Voilà ce que taisait la vaste campagne islamophobe-raciste du gouvernement et des médias, tout l'été durant, au nom d'une « laïcité » de civilisation chrétienne et de race blanche ! Faits-diversions à la clé. Laquelle campagne s'est finalement retournée contre le croisé Valls. Tout ce beau monde écope : 88% des personnes interrogées ne veulent pas que Hollande se représente. Mais, il veut se représenter. Sarkozy rattrapé par l'affaire *Bygmalion*. Cahuzac, devant le tribunal qui tente de se défausser sur un cadavre. Les quolibets entre prétendants du « parti » *Les Républicains*, qui n'est plus que l'ombre de l'UMP. Le PCF qui se fracture sur la candidature Mélenchon, dans une situation cornélienne. Les « frondeurs » qui multiplient les « prétendants » pour respirer un air électoral. Montebourg qui parle d'une « offre politique à gauche » croyant qu'il existe un « marché des élections » et que « la France d'en bas » est une clientèle, où l'on pourrait « satisfaire » des « cochons de votants ». Et Mélenchon qui commence par se trahir lui-même en tenant un discours xénophobe emprunté à l'extrême-droite sur « *le travailleur détaché qui vole le pain de ceux qui sont sur place* ».

Y aurait-il vraiment matière à trêve électorale ? Non, il y a, en revanche, matière à lutte de classes, pour l'abrogation de la loi El Khomri et de tous les réformes anti-ouvrières. Il y a matière à préparer la grève générale dans ce pays, pour arrêter le bras des casseurs. Il y a donc matière à organiser la force en ce sens, sur l'axe de la rupture avec ce gouvernement, avec ce régime, avec l'Union européenne, pour un plan d'urgence en faveur des salariés et de la population. .

Le moment est venu de militer pour un pôle lutte de classes dans ce pays.

***Wladimir Susanj,***  
**11-09-2016**

---

Modifié le lundi 12 septembre 2016

---

## Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

---

### Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

---

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)<sup>1</sup> a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

---

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »

---